

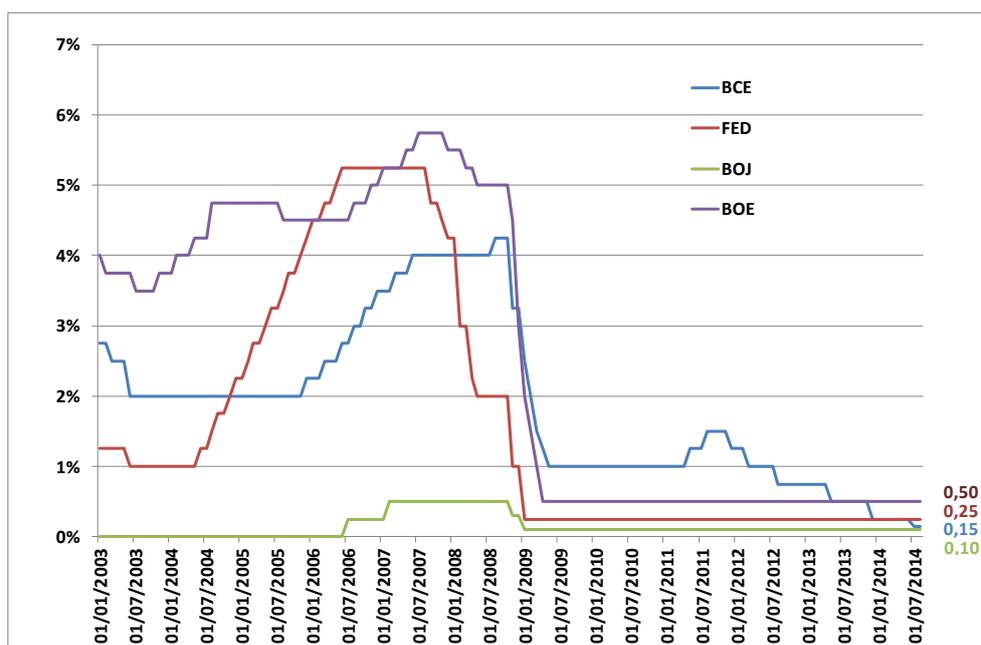
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 7 août 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, son Président, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles continuent de confirmer notre évaluation de la poursuite d'une reprise modérée et inégale de l'économie de la zone euro, avec des taux d'inflation bas et une faible dynamique de la monnaie et du crédit. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. [...] Les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accommodante de notre politique monétaire. [...] En se transmettant progressivement à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. [...] S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

Taux directeur des principales banques centrales



Nouveaux billets

Inscriptions aux Journaux Officiels du calendrier de fin de période de double circulation du F CFP

La délibération du Conseil de surveillance de l'IEOM en date du 18 décembre 2012 a fait l'objet d'inscriptions aux Journaux Officiels des trois territoires de la zone d'émission du CFP : Journal Officiel de Nouvelle-Calédonie (JONC) du 12/06/2014 ; Journal Officiel de Polynésie française (JOPF) du 13/06/2014 ; Journal Officiel de Wallis-et-Futuna (JOWF) du 15/06/2014.

Cette délibération arrête la fin de période de circulation des billets de l'ancienne gamme en F CFP le 30 septembre 2014 (article 1) et autorise les échanges d'anciens billets sans limite de temps aux guichets de l'IEOM (article 2). Toutefois, en fonction des taux de retour constatés aux guichets de l'IEOM des coupures de l'ancienne gamme en F CFP, une date de fin d'échange des billets de l'ancienne gamme pourra être fixée ultérieurement.

Chômage

France : La hausse du chômage continue en juin

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 398 300 en France métropolitaine fin juin 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin mai 2014 (+0,3 %, soit +9 400). Sur un an, il croît de 4,0 %.

Légère baisse du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 11,6 % de mai 2014, et à celui de 12,0 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis septembre 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014 et à celui de 10,9 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis mars 2012. Eurostat estime qu'en juin 2014, 25,005 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,412 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 198 000 dans l'UE28 et de 152 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2013, le chômage a baissé de 1,537 million de personnes dans l'UE28 et de 783 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (5,0 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,6 %), et les plus élevés en Grèce (27,3 % en avril 2014) et en Espagne (24,5 %).

Inflation

France : baisse de l'IPC en juillet

En juillet 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,3 % après s'être quasiment stabilisé au cours des trois mois précédents. Sur un an, il augmente de 0,5 % en juillet 2014, comme en juin 2014, après +0,7 % en mai et avril 2014. Hors tabac, l'IPC croît de 0,4 % sur un an.

Baisse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,4 % en juillet 2014, en baisse par rapport au mois de juin, où il était de 0,5 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juillet (1,3 %, stable par rapport au mois de juin), suivis des biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en juin), de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (-0,3 % contre -0,2 % en juin) et de l'énergie (-1,0 % contre 0,1 % en juin).

Monnaies virtuelles

Parution de deux rapports sur les monnaies virtuelles

Rapport de la cellule TRACFIN du ministère des finances « L'encadrement des monnaies virtuelles », remis à Michel Sapin et publié le 11 juillet 2014 : <http://www.economie.gouv.fr/rapport-sur-monnaies-virtuelles-2014>

Rapport de la commission des finances du Sénat « La régulation à l'épreuve de l'innovation : les pouvoirs publics face au développement des monnaies virtuelles », publié le 4 août 2014 : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-767-notice.html>

Asie

Chine : Augmentation des salaires

Le salaire minimum a été relevé de 14,2 % dans seize villes et provinces, dont Pékin, Shanghai et le Sichuan. En Chine, les autorités locales fixent le montant du salaire minimum en fonction des particularités régionales. Cette mesure, dont l'objectif est de relancer la consommation, fait partie du plan quinquennal pour la période 2011-2015 qui prévoit que les salaires soient augmentés de 13 % en moyenne par an.

2 – Actualité régionale

Chine : augmentation des salaires.

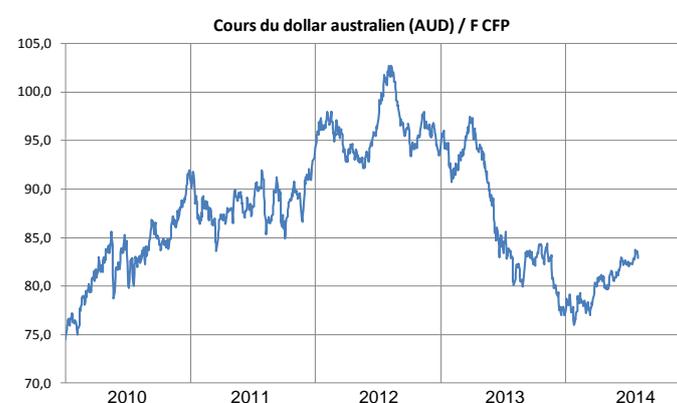
Le salaire minimum a été relevé de 14,2 % dans seize villes et provinces, dont Pékin, Shanghai et le Sichuan. En Chine, les autorités locales fixent le montant du salaire minimum en fonction des particularités régionales. Cette mesure, dont l'objectif est de relancer la consommation, fait partie du plan quinquennal pour la période 2011-2015 qui prévoit que les salaires soient augmentés de 13 % en moyenne par an.



Australie : hausse des prix à la consommation

Au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 3,0 % en glissement annuel (après +2,9 % au trimestre précédent). La hausse des prix a été particulièrement significative pour l'alcool et le tabac (7,1 %), l'éducation (5,1 %), la santé (4,9 %), ainsi que le logement (3,9 %).

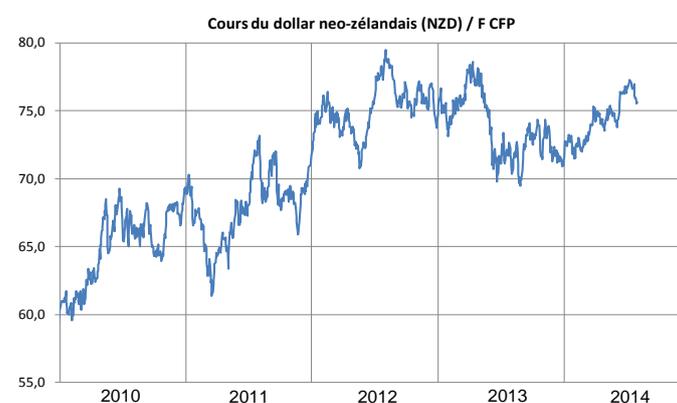
Lors de sa réunion du 6 août 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.



Nouvelle-Zélande : hausse du taux directeur de la banque centrale

Lors de sa réunion du 24 juillet, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a décidé d'augmenter son taux directeur principal de 25 points de base à 3,5 %, afin de maintenir l'inflation près de sa cible de 2 %. Au total, le taux a pris 100 points de base depuis mars 2014.

L'indice des prix à la consommation augmente de 1,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre, après +1,5 % au premier trimestre, principalement en raison de l'augmentation du coût du logement.



En juin 2014, la Nouvelle-Zélande a enregistré, pour le troisième mois consécutif, une diminution de son excédent commercial à 247 millions de dollars NZ, contre 270 millions au mois de mai.

3 – Brèves économiques locales

Visite de la Ministre des Outre-mer

Du 17 au 20 juillet 2014, la Ministre de l'Outre-mer, Mme George Pau-Langevin, a effectué son premier déplacement en Nouvelle-Calédonie. Durant son séjour, la Ministre a notamment visité les institutions du pays (gouvernement, Congrès et Sénat coutumier), les trois provinces, la mairie de Nouméa et les partenaires sociaux.

Interrogée sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, elle a rappelé que sa venue avait pour principal objectif de préparer le prochain comité de suivi des signataires de l'Accord de Nouméa, qui aura lieu en septembre à Paris. Les principaux sujets à l'ordre du jour de ce prochain comité seront la sortie de l'accord de Nouméa, les listes électorales spéciales, le dossier nickel et les transferts de compétences.

Nomination du nouveau Haut-commissaire

Lors du conseil des ministres du 23 juillet 2014, M. Vincent Bouvier, préfet du Haut-Rhin, a été nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Il succède à M. Jean-Jacques Brot et prend ses fonctions le 18 août.

Nouveau programme de coopération France-Nouvelle-Calédonie-Vanuatu

Le 3 juillet 2014, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) de Nouvelle-Calédonie a accueilli dans ses locaux la réunion de la commission mixte de coopération entre la France, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu. Cette réunion a permis d'arrêter une liste de 8 projets de coopération retenus dans le cadre de l'exercice 2014, concernant des secteurs aussi variés que l'éducation, la culture, la santé ou encore la bonne gouvernance. L'enveloppe de crédits disponibles pour le nouveau programme de coopération s'élève à environ 33 millions de F CFP.

Lancement du projet INTEGRE à Ouvéa

Les 17 et 18 juillet 2014, le comité de pilotage du projet INTEGRE s'est rendu à l'île d'Ouvéa, afin de valider un programme de 5 actions ciblées, dont la structuration d'un pôle de développement éco-touristique dans le district de Mouli, la gestion de la réserve de Lekiny-Fayava et la lutte contre les espèces envahissantes.

Mis en œuvre par le CPS, le programme INTEGRE (INitiative des TErritoires du Pacifique Sud pour la Gestion Régionale de l'Environnement) vise à promouvoir la gestion intégrée des milieux insulaires littoraux sur des sites pilotes représentatifs de la diversité écologique et socio-économique régionale dans 4 pays et territoires d'outre-mer français (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française) et britannique (Pitcairn). Les trois zones désignées en Nouvelle-Calédonie (Ouvéa, le Grand Sud et la zone côtière nord-est) recevront chacune une dotation de 68 millions de F CFP du Fonds européen de développement (FED), afin de mener à bien les projets choisis.

Un budget supplémentaire de 7,3 milliards de F CFP

Le 22 juillet 2014, le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie a approuvé le budget supplémentaire propre à la Nouvelle-Calédonie pour un montant de 7,3 milliards de F CFP, contre 12 milliards lors de l'exercice 2013. Il permet d'assurer le financement et la pérennité des régimes sociaux jusqu'à la fin de cette année et de financer des projets structurants comme le Médipôle ou les infrastructures routières. En conséquence, le budget de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2014 prévoit 216,7 milliards de F CFP de dépenses, réparties à hauteur de 63,1 milliards au titre de l'investissement et 153,6 milliards pour le fonctionnement.

Le PMU fait son entrée

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie et les autorités compétentes des courses hippiques ont annoncé le lancement du réseau Pari Mutuel Urbain (PMU) à compter du 21 juillet. Ce réseau va s'appuyer sur une cinquantaine de points de vente répartis sur l'ensemble du territoire et devrait générer entre 70 et 80 millions de retombées financières. Les recettes seront réparties entre les parieurs (70 %), la Nouvelle-Calédonie (20 %) et les frais de fonctionnement (10 %).

Signature d'une convention de partenariat SIC-UNC

Le 28 juillet 2014, l'Université de Nouvelle-Calédonie (UNC) et la société immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC) ont signé une convention de partenariat visant à développer la connaissance des politiques de logement social, de développement urbain et d'aménagement des territoires. Grâce aux capacités d'expertise des chercheurs de l'UNC, une réflexion sera menée pendant deux ans sur les problématiques du logement et de l'urbanisme. Le partenariat permettra également d'optimiser l'accueil par la SIC de stagiaires en cours d'études à l'UNC.

Ouverture du Sheraton Deva Resort & Spa de Gouaro Déva

Le complexe hôtelier Sheraton classé 5 étoiles a ouvert ses portes le 1^{er} août, avec trente bungalows proposés au public. La direction a opté pour une ouverture progressive de l'établissement : la capacité d'accueil devrait passer à 60 chambres pour la foire de Bourail qui a lieu le week-end du 15 août, puis atteindre une centaine de chambres vers la fin du mois d'août. À terme, l'établissement de luxe devrait offrir 180 unités d'hébergement.

Un quatrième avion pour la compagnie aérienne Aircalin

Le 5 août 2014, le quatrième appareil de la compagnie locale internationale a été livré : il s'agit d'un A320, destiné à développer le réseau régional et notamment la desserte vers Melbourne ouverte en juin. L'appareil, loué pour une durée de six ans, permettra de transporter 158 passagers (8 en classe affaires et 150 en classe économique) et devrait être mis en service le 2 septembre.

Autres publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

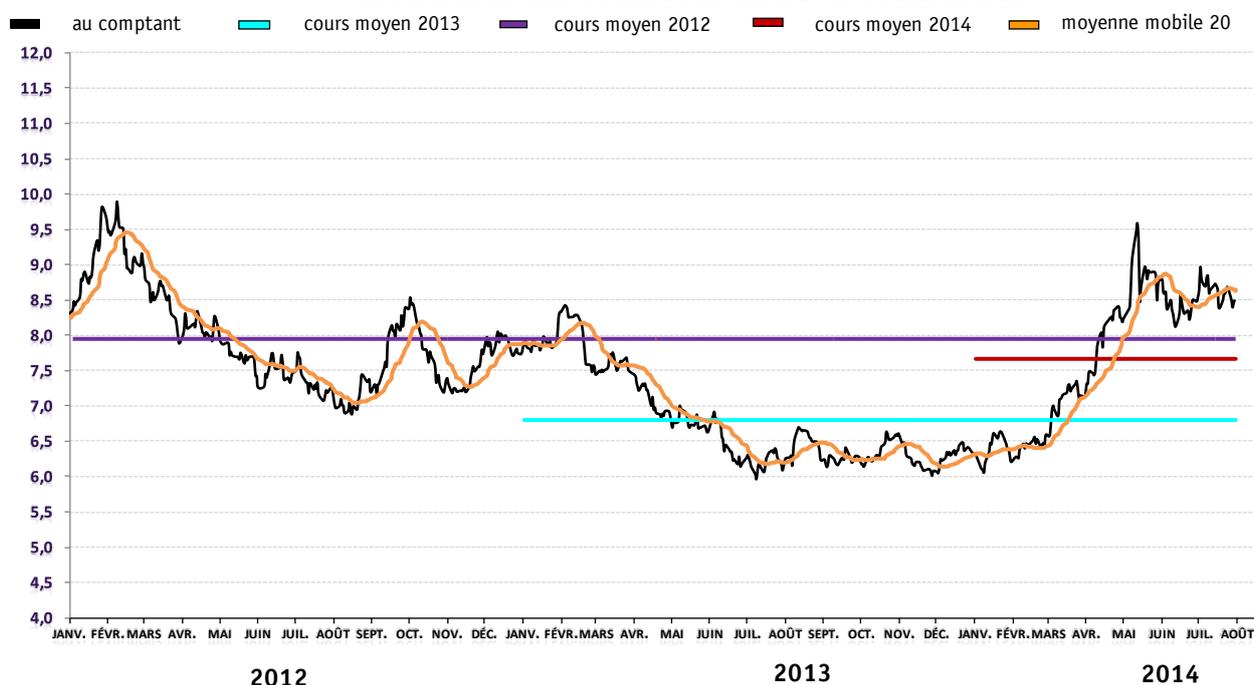
- La note expresse NE n°132 - Panorama de la Nouvelle-Calédonie - Juillet 2014
- La note expresse NE n°134 - Premières Tendances - 2^{ème} trimestre 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juil.-14	104,9	-0,1%	-0,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		juin-14	7 374	5,6%	22,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mai-14	8 377	-2,4%	-12,5%
	cumulées	mai-14	40 998	-	-17,0%
Importations	mensuelles	mai-14	21 133	-10,6%	-13,1%
	cumulées	mai-14	114 332	-	-3,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juil.-14	8,64	2,6%	39,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juil.-14	762	3,1%	34,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mai-14	510	11,8%	0,0%
	cumulées	mai-14	1 883	-	15,7%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mai-14	7 220	3,4%	30,6%
	cumulées	mai-14	28 923	-	13,1%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-14	7 073	21,9%	-4,5%
	cumulés	juin-14	44 055	-	-4,6%
• Nuitées	mensuels	mars-14	44 543	-1,0%	-10,1%
	cumulés	mars-14	140 269	-	-3,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mars-14	58%	+ 1,9 pt	+ 2,1 pts
• Croisiéristes (p)		avr.-14	158 452	-	16,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-14	8 650	11,6%	-8,5%
	cumulées	juin-14	52 359	-	-13,6%
• Index BT 21 (p)		juil.-14	101,63	0,1%	0,0%
• IRL (p)		juin-14	119,85	0,0%	0,6%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mai-14	99	ns	-46,0%
	cumulées	mai-14	442	-	ns
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mai-14	150	ns	-
	cumulées	mai-14	681	-	-6,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juin-14	485	13,8%	-20,2%
	cumulées	juin-14	2 966	-	-11,3%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juil.-12	juil.-13	juil.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	15 665	16 180	15 766	3,3%	-2,6%
Dépôts à vue	254 347	268 356	282 328	5,5%	5,2%
Total M1	270 012	284 536	298 094	5,4%	4,8%
M2-M1	101 812	108 090	115 008	6,2%	6,4%
Total M3	549 547	606 094	594 358	10,3%	-1,9%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	430 054	454 194	445 551	5,6%	-1,9%
Ménages	392 568	404 716	409 101	3,1%	1,1%
Collectivités locales	60 356	64 453	78 140	6,8%	21,2%
Autres agents de CCB non ventilés	15 273	15 304	12 771	0,2%	-16,5%
Total concours sain	898 251	938 667	945 564	4,5%	0,7%
Créances douteuses brutes	18 922	19 954	29 676	5,5%	48,7%
Total concours brut	917 173	958 621	975 240	4,5%	1,7%

Interdits bancaires

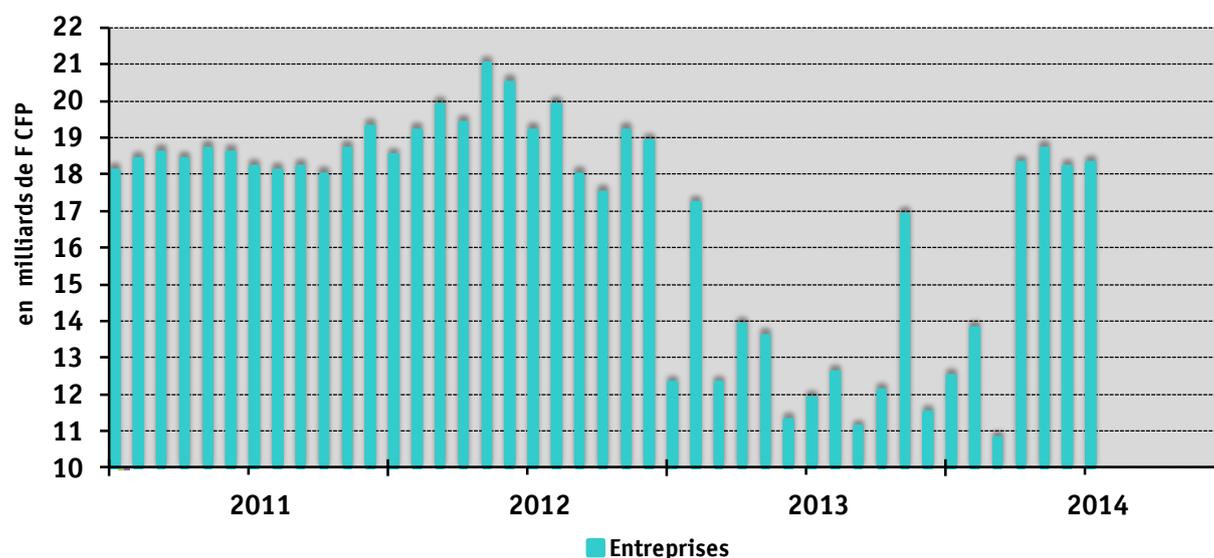
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	juin-14	7 938	0,2%	3,0%
	dont personnes physiques	juin-14	7 039	0,3%	2,8%
	dont personnes morales	juin-14	899	-0,2%	5,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	juil.-14	16 350	0,4%	4,4%
		juil.-14	5 108	-0,6%	4,5%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juil.-14	18,3	0,6%	54,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var.
Indice des prix à la consommation	juil	105,13	104,87	-0,2%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	juin	55 333	57 517	3,9%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	juin	48 700	50 887	4,5%
créations d'entreprises	déc*	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	juin*	48	47	-2,1%
redressements judiciaires (nb)	juin*	25	23	-8,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	855	899	5,1%
ventes de ciment local (tonnes)	juin	60 534	52 345	-13,5%
importations de ciment (tonnes)	juin	61	14	n.s
total ciment (tonnes)	juin	60 595	52 359	-13,6%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	7 128	7 905	10,9%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juil	3 989	3 648	-8,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	1 995	1 825	-8,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	89 964	91 431	1,6%
dont secteur privé	mars	64 958	65 701	1,1%
dont secteur public	mars	25 005	25 730	2,9%
demandes d'emploi de fin de mois	juin	6 031	7 374	22,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juin	6 549	7 401	13,0%
chômeurs indemnisés	juin	2 024	2 446	20,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juil	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	6 850	7 039	2,8%
décisions retraits cartes bancaires	juin	1 509	1 638	8,5%
incidents paiements sur chèques	juin	19 804	15 855	-19,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	3 342	2 966	-11,3%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juil	8 995	8 909	-0,9%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 217	8 067	-1,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 824	3 856	0,9%
Echanges				
nombre de touristes	juin	46 185	44 055	-4,6%
nombre de croisiéristes	avr	136 512	158 452	16,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mars	55,0%	56,1%	1,1 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juil	7,16	7,67	7,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	juil	6,21	8,64	39,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	1 627	1 883	15,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mai	7 035	6 276	-10,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	27 717	28 923	4,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	36 175	30 885	-14,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	476	442	-7,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	726	681	-6,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mai	43 935	37 843	-13,9%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	88,9%	92,3%	3,4 pts
total des importations (M FCFP)	mai	118 051	114 332	-3,2%
total des exportations (M FCFP)	mai	49 410	40 998	-17,0%
taux de couverture	mai	41,85%	35,86%	-6,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	juil	27 217	27 534	1,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	juil	268 356	282 328	5,2%
M1	juil	284 536	298 094	4,8%
M2	juil	392 626	413 102	5,2%
Dépôts à termes	juil	213 427	181 256	-15,1%
M3	juil	606 094	594 358	-1,9%
P1	juil	3 713	3 998	7,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme **	mars	3,48%	3,41%	-0,07 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme **	mars	4,39%	4,14%	-0,25 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers**	mars	3,68%	3,43%	-0,25 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation**	mars	7,46%	7,55%	0,09 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	958 621	975 240	1,7%
Ménages				
dont crédits à la consommation	mars	404 716	409 101	1,1%
dont crédits à l'habitat	mars	73 463	73 067	-0,5%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	mars	454 194	445 551	-1,9%
dont crédits d'investissement	mars	84 093	75 727	-9,9%
dont crédits à la construction	mars	239 880	235 266	-1,9%
Collectivités locales				
dont d'investissement	mars	114 391	118 243	3,4%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	mars	64 453	78 140	21,2%
taux de créances douteuses brutes	mars	62 268	76 203	22,4%
ensemble des actifs financiers	mars	15 304	12 771	-16,5%
Ménages	mars	19 954	29 676	48,7%
Sociétés	mars	2,1%	3,0%	1,0 pt
Autres agents	mars	702 052	704 200	0,3%
dont assurances-vie	mars	360 551	379 544	5,3%
	mars	232 726	216 922	-6,8%
	mars	108 775	107 734	-1,0%
	mars	103 541	108 353	4,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2012/2013

**2013 T4/ 2014 T1

2 – Actualité régionale

Sensible augmentation du coût des licences de pêche au thon pour les flottes étrangères

Au cours du mois de juin, plusieurs archipels et États indépendants se sont réunis à Majuro (îles Marshall) et ont décidé de relever de 33 % le coût des droits de pêche au thon des navires étrangers exerçant une activité dans leurs eaux. Les pays ayant adoptés cette mesure sont la Papouasie-Nouvelle Guinée, les îles Salomon, Palau, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Tuvalu et les îles Marshall. Principalement destinée à protéger les populations piscicoles, celle-ci permettra parallèlement d'accroître les revenus de ces pays. Selon le Directeur des ressources maritimes des îles Marshall, la pêche au thon serait trop importante et pèserait sur la ressource. Les quotas attribués ne seraient pas respectés. À partir du 1^{er} janvier 2015, la redevance s'élèvera à 8 000 dollars US par journée de pêche contre 6 000 dollars US actuellement.

Recensement des mammifères et oiseaux marins de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna

D'ici fin 2015, l'Agence des aires marines protégées (AMP) va engager une campagne d'observation aérienne pour recenser les populations de mammifères et d'oiseaux marins dans les zones économiques exclusives de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna. Cette opération, qui s'inscrit dans la cadre du programme REMMOA (Recensement des mammifères marins et autre mégafaune pélagique par observation aérienne) permettra d'établir le premier état des lieux de la distribution et de l'abondance des mammifères et oiseaux marins des zones précitées. À partir d'octobre prochain, une quinzaine d'observateurs survoleront une zone de 2 millions de km² à l'aide de trois avions bimoteurs. Cette mission devrait couvrir 40 % de la ZEE de Nouvelle-Calédonie et 90 % de celle de Wallis-et-Futuna. Les travaux engagés permettront aux scientifiques de collecter des données relatives à l'impact du trafic maritime, du rejet des déchets, de la pêche et de l'activité minière.

45e Forum des îles du Pacifique

Le 45^e Forum des îles du Pacifique (FIP) qui regroupe seize États insulaires d'Océanie s'est tenu dans la ville de Koror à Palau en Micronésie du 29 juillet au 31 août 2014. Les échanges ont notamment porté sur le dérèglement climatique et les risques liés à la montée des eaux dans les petits états de la région ainsi que sur le retour de Fidji au sein du FIP. D'importantes perturbations climatiques observées récemment dans ces géographies ont été soulignées ; les membres du Forum pointent une indifférence générale et la nécessité de mettre en place des aides par les pays industrialisés. Le Forum a enfin désigné, pour la première fois, une femme pour diriger son Secrétariat Général. Mme Taylor, qui a travaillé pour la Banque Mondiale, est originaire de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Pour mémoire, la Nouvelle-Calédonie, qui était présente à ce rassemblement, ainsi que la Polynésie française sont membres associés du FIP.

3 – Brèves locales

Mouvement dans la fonction publique

Un mouvement dans la fonction publique a eu pour conséquence le blocage du quartier administratif de Mata'Utu à compter du 3 juillet. L'IEOM, implanté dans cette zone, bien que ne faisant pas partie de la fonction publique a été bloqué pendant la durée du conflit. Les deux revendications majeures de l'intersyndicale UTF0-SACE portaient sur l'abrogation de l'ordonnance 2013-81 du 25 janvier 2013 et sur l'intégration des agents permanents relevant de l'État et des circonscriptions territoriales dans la fonction publique de l'État, telle qu'elle est applicable à Wallis-et-Futuna.

Après intervention d'un médiateur du Gouvernement, deux protocoles d'accord ont pu être signés le 20 juillet 2014 mettant un terme au conflit. Des mesures ont ainsi été adoptées en faveur des agents de l'État et des circonscriptions territoriales ainsi qu'en faveur des agents du Territoire. Par ailleurs, il a été convenu de mesures « bas-salaire » et d'extension du dispositif de « garantie individuelle du pouvoir d'achat » destinée à compenser les hausses du coût de la vie au profit des agents permanents et territoriaux.

Dette de l'Agence de santé : enfin une solution ?

La situation de la dette de l'Agence de santé de Wallis-et-Futuna toujours importante vis-à-vis du Centre hospitalier territorial Gaston Bourret de Nouvelle-Calédonie est source de tensions. À défaut de moyens matériels suffisants, l'Agence de santé procède régulièrement à des évacuations sanitaires vers le CHT de Nouméa. Le 19 juillet dernier, Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer, a déclaré au Congrès de Nouvelle-Calédonie que « la dette de l'Agence de santé, relative notamment aux évacuations sanitaires, sera prise en charge par l'État ». Le Ministre a également annoncé que le budget de l'Agence de santé sera, à partir de 2015, « à la hauteur de ses besoins ». Le budget de l'Agence a été porté à 3,4 milliards de F CFP, contre 3,1 milliards en 2014. Le gouvernement déterminera un calendrier progressif pour réduire la dette existante.

Séisme au large de Wallis-et-Futuna

Lundi 30 juin, un séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter a été enregistré au large de Wallis-et-Futuna. Selon l'observatoire géologique américain (USGS), la secousse s'est produite à 5h15 heure locale à 205 km au Sud-Est de Mata'Utu. Moins de deux heures auparavant, une première secousse de magnitude 6,4 avait été enregistrée au large des îles Tonga. Rappelons que cette région est propice à ce type d'aléa climatique ; située sur l'anneau de feu du Pacifique, l'activité sismique y est régulière du fait d'une position sur les failles de collision des plaques continentales de l'écorce terrestre.

Réunion plénière de l'observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

Une réunion plénière de l'OPMR s'est tenue le vendredi 1^{er} août dans les locaux de l'Administration Supérieure. Précédée de deux commissions spécialisées : la commission transport maritime et la commission bouclier qualité-prix. Cette réunion a permis d'établir le bilan du dispositif du bouclier qualité-prix en 2014. La Présidente de l'OPMR a également présenté les principales modifications issues de l'ordonnance n°2014-487 du 15 mai 2014, étendant à Wallis-et-Futuna diverses dispositions du Code de Commerce. À souligner, la mise en place d'une signalétique permettant de mieux identifier les produits issus de l'accord dans les commerces participants. La situation des prix sur Futuna a été évoquée ; les associations de consommateurs soulignent en effet des prix plus élevés sur l'île sœur. Dans le cadre du prochain accord, l'OPMR envisage d'élargir la liste des produits éligibles au bouclier qualité-prix.

Publications

L'IEOM vient de publier le Panorama de Wallis-et-Futuna, édition 2014. Celui-ci est téléchargeable sur notre site Internet : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne131_portrait_panorama_wallis_2013.pdf

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

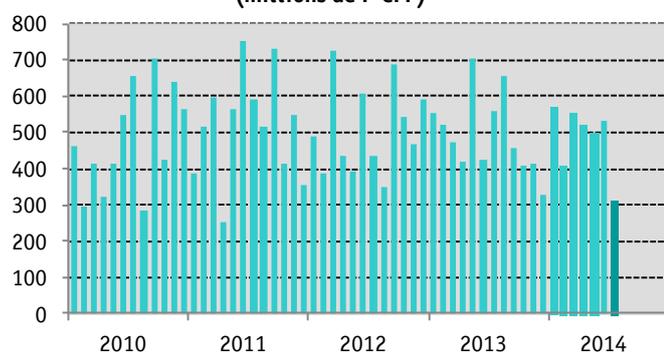
			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 14	114,73	-	-0,5%
SMIG mensuel en XPF		juil-14	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-13	2 295	-	10,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	juil-14	310	-42,1%	-44,4%
	cumulées	juil-14	3 397	-	-7,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juil-14	91	-11,0%	-7,4%
	cumulés	juil-14	804	-	9,8%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juil-14	35	-13,5%	-85,6%
	cumulées	juil-14	277	-	13,9%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-14	1 631	14,5%	-0,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-14	546	-18,1%	-3,3%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-14	140	-4,0%	0,1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-14	1 750	-26,3%	8,5%
	cumulé	mars-14	7 054	-	0,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-14	nc	-	-
	cumulé	mars-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juil-14	3	0,0%	0,0%
	cumulées	juil-14	21	-	-30,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juil-14	8	0,0%	-50,0%

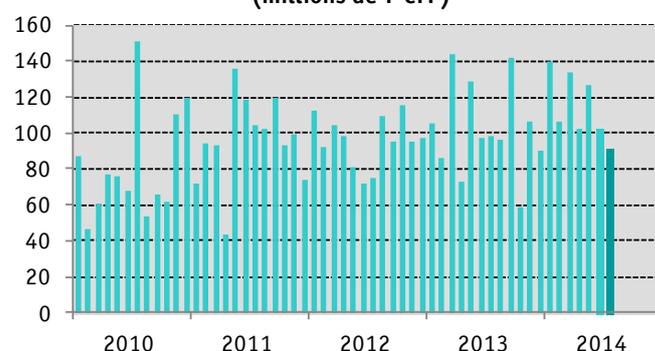
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

nc : non communiqué

Importations
(millions de F CFP)



Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)

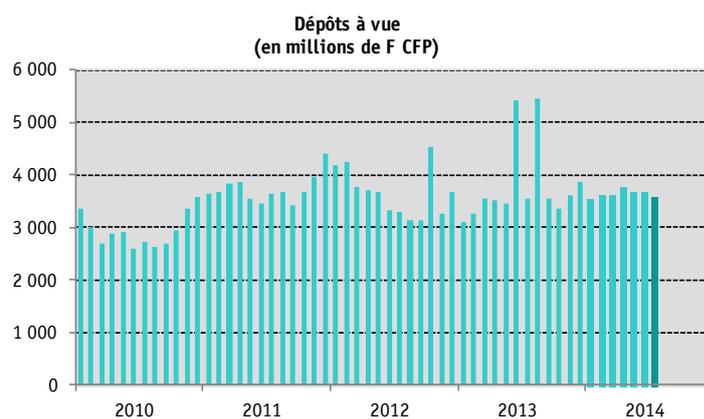
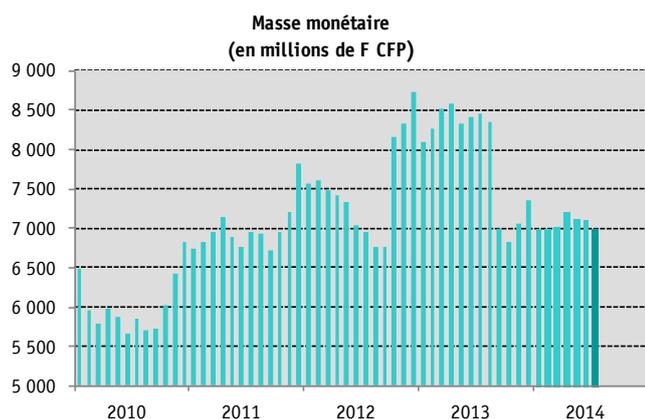


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

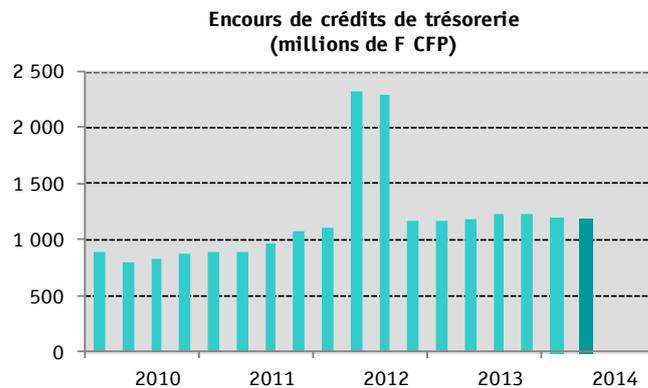
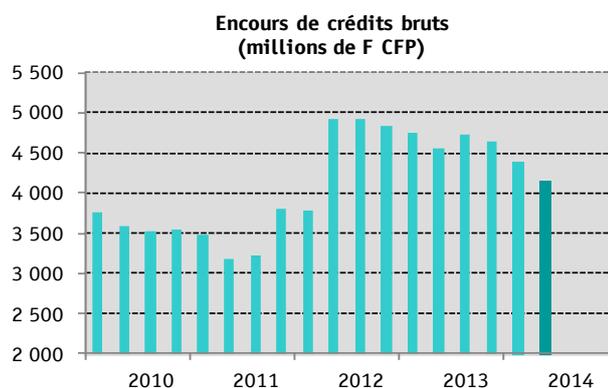
en millions de F CFP	juil-13	juin-14	juil-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 120	2 101	2 096	-0,3%	-1,2%
Dépôts à vue	3 551	3 656	3 561	-2,6%	0,3%
Total M1	5 671	5 757	5 657	-1,7%	-0,2%
M2-M1	465	530	515	-3,0%	10,7%
Total M3	8 448	7 108	6 990	-1,7%	-17,3%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

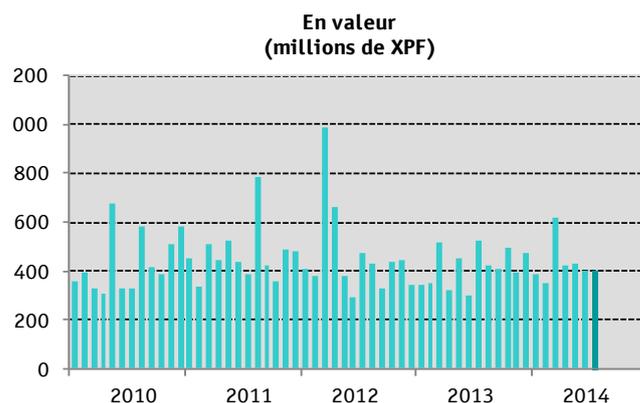
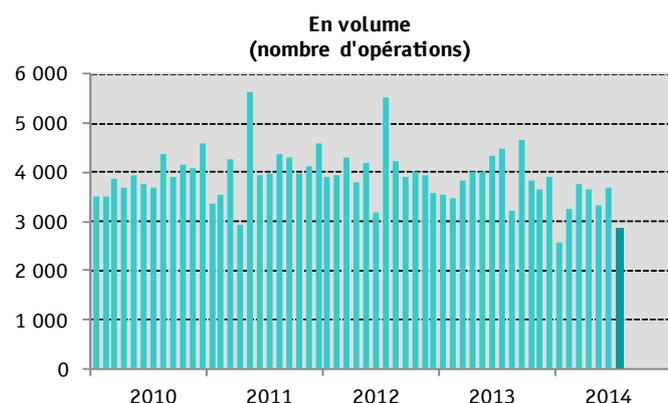
en millions de F CFP	juin-12	juin-13	juin-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 324	1 188	1 178	-0,8%
Crédits à l'équipement	1 429	2 161	1 975	-8,6%
Crédits à l'habitat	401	447	348	-22,2%
Autres crédits	263	283	201	-29,1%
Total encours sain	4 418	4 079	3 702	-9,3%
Créances douteuses brutes	508	473	447	-5,4%
Total encours brut	4 926	4 552	4 149	-8,9%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	juil-13	juin-14	juil-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 464	3 701	2 850	23 128	-23,0%	-36,2%
Compensation (en millions de CFP)	522	403	398	3 016	-1,1%	-23,7%



Incidents bancaires

Progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	juin-13	mai-14	juin-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	82	58	91	421	56,9%	11,0%
Retraits de cartes bancaires	2	4	0	12	-100,0%	-100,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	juin-13	mai-14	juin-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	364	335	330	-1,5%	-9,3%
- dont personnes physiques	353	322	316	-1,9%	-10,5%
- dont personnes morales	11	13	14	7,7%	27,3%

Cotation

en nombre	juil-13	juin-14	juil-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	42	48	48	0,0%	14,3%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	115,33	114,73	-0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	11	14	27,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juillet	559	483	-13,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juillet	61	130	113,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	59	49	-16,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 012	2 094	4,1%
dont secteur privé	mars	788	853	8,2%
dont secteur public	mars	1 224	1 241	1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juillet	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	353	316	-10,5%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juin	14	12	-14,3%
incidents paiements sur chèques (nb)	juin	362	421	16,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juillet	1 003	877	-12,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juillet	527	500	-5,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juillet	183	166	-9,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	55	49	-10,9%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juillet	3 662	3 397	-7,2%
exportations	juillet	-	-	-
recettes douanières	juillet	983	1 110	12,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juillet	732	804	9,8%
dont taxes intérieures de consommation	juillet	244	277	13,9%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	juillet	3 551	3 561	0,3%
M1	juillet	5 671	5 657	-0,2%
M2	juillet	6 136	6 172	0,6%
Dépôts à terme	juillet	2 312	819	-64,6%
M3	juillet	8 448	6 990	-17,3%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	4 552	4 149	-8,9%
dont crédits à la consommation	juin	1 537	1 431	-6,9%
dont crédits à l'habitat	juin	1 212	1 194	-1,5%
Entreprises	juin	325	237	-27,1%
dont crédits d'exploitation	juin	2 248	2 055	-8,6%
dont crédits d'investissement	juin	17	9	-49,5%
Collectivités locales	juin	1 937	1 789	-7,6%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	224	186	-17,1%
créances douteuses brutes	juin	70	31	-56,3%
taux de créances douteuses	juin	473	447	-5,4%
	juin	10,4%	10,8%	+0,5 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 066	3 134	2,2%
dont assurances-vie	juin	964	1 070	11,0%
Sociétés	juin	1 535	1 603	4,4%
Autres agents	juin	3 837	2 263	-41,0%

2 – Brèves économiques régionales

Chine : augmentation des salaires

Le salaire minimum a été relevé de 14,2 % dans seize villes et provinces, dont Pékin, Shanghai et le Sichuan. En Chine, les autorités locales fixent le montant du salaire minimum en fonction des particularités régionales. Cette mesure, dont l'objectif est de relancer la consommation, fait partie du plan quinquennal pour la période 2011-2015 qui prévoit que les salaires soient augmentés de 13 % en moyenne par an.

Australie : hausse des prix à la consommation

Au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 3,0 % en glissement annuel (après +2,9 % au trimestre précédent). La hausse des prix a été particulièrement significative pour l'alcool et le tabac (7,1 %), l'éducation (5,1 %), la santé (4,9 %), ainsi que le logement (3,9 %). Lors de sa réunion en juillet 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

Nouvelle-Zélande : hausse du taux directeur de la banque centrale

Lors de sa réunion de juillet, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a décidé d'augmenter son taux directeur principal de 25 points de base à 3,5 %, afin de maintenir l'inflation près de sa cible de 2 %. Au total, le taux a crû de 100 points de base depuis mars 2014. L'indice des prix à la consommation augmente de 1,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre, après +1,5 % au premier trimestre, principalement en raison de l'augmentation du coût du logement. En juin 2014, la Nouvelle-Zélande a enregistré, pour le troisième mois consécutif, une diminution de son excédent commercial à 247 millions de dollars NZ, contre 270 millions au mois de mai.

3 – Brèves économiques locales

Perle : succès de la deuxième vente aux enchères de 2014

La deuxième vente aux enchères de l'année organisée par le GIE Poe O Rikitea s'est tenue fin juillet à Tahiti. À cette occasion, 700 000 perles ont été proposées à la vente et près de 90 % des lots ont été vendus, à un prix moyen de 627 F CFP le gramme. Cette vente a ainsi rapporté plus de 380 millions de F CFP de chiffre d'affaires contre environ 500 millions de F CFP en mars 2014 et 325 millions de F CFP en juillet 2013. La prochaine vente se tiendra du 9 au 11 novembre prochain.

Transports : Air Tahiti investit 1,55 milliard de F CFP dans l'achat d'un deuxième ATR 42-600

La compagnie aérienne Air Tahiti a intégré fin juillet un nouvel ATR 42 à sa flotte pour un montant de 1,55 milliard de F CFP, après la livraison d'un premier appareil en novembre dernier. Dans le cadre d'un renouvellement complet de sa flotte, Air Tahiti avait commandé, en décembre 2012, trois avions de type ATR-42 et quatre ATR-72 auprès du constructeur ATR.

Fiscalité : la franchise postale abaissée à 20 000 F CFP

L'Assemblée de Polynésie française a voté, le 21 juillet, la loi du Pays relative aux importations non commerciales réalisées par les particuliers, abaissant la franchise douanière de 30 000 à 20 000 F CFP. Cette réforme s'accompagne d'une baisse du plafond de la taxation forfaitaire à 50 000 F CFP contre 200 000 F CFP précédemment. Les importations dont les valeurs sont comprises entre 20 000 et 50 000 F CFP seront taxées à hauteur de 20 % pour celles en provenance de l'Union Européenne et à 30 % pour les autres pays. Par ailleurs, cette réforme harmonise les importations par bateaux et par avion, à l'exception des marchandises transportées par les passagers aériens qui continueront de bénéficier de la franchise à 30 000 F CFP.

Tourisme : Group 70 International remporte l'appel d'offre du Mahana Beach

Le groupe hawaïen *Group 70 International* a remporté, fin juillet, l'appel d'offre du complexe touristique Mahana Beach destiné à développer la capacité hôtelière de Tahiti. Le projet retenu devrait s'ériger à Punaauia sur 53 hectares, dont 18 gagnés sur le lagon. Le complexe proposerait 2 228 chambres, réparties dans 6 hôtels, et 900 appartements et inclurait également, entre autres, un casino, un centre de conférence, un centre commercial et un golf. Un investisseur reste à trouver pour financer les 200 à 250 milliards de F CFP d'investissements nécessaires à la réalisation du projet.

Télécommunication : Vini prévoit d'investir 4 milliards de F CFP sur deux ans pour développer la 3G+ et la 4G

Le budget de l'OPT en 2014 s'élève à 17 milliards de F CFP, selon le projet de budget modifié publié le 11 juillet dernier. Après les réparations en mai du câble Honotua, chiffrées à 262 millions de F CFP, l'OPT devrait investir 4 milliards de F CFP sur deux ans, au sein de sa filiale Vini, afin d'étendre la couverture de la 3G+ (dont le taux s'élève aujourd'hui à 60 %) et de développer la 4G, qui devrait être disponible dans le grand Papeete début 2015.

Budget : l'enveloppe du Contrat d'accès à l'emploi (CAE) consommée à 72,7 %

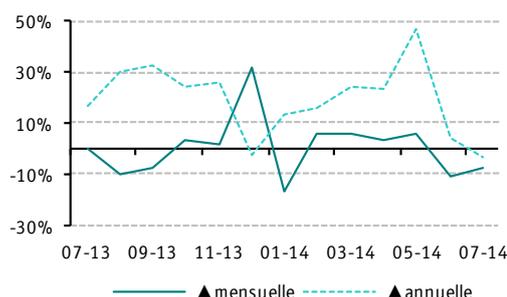
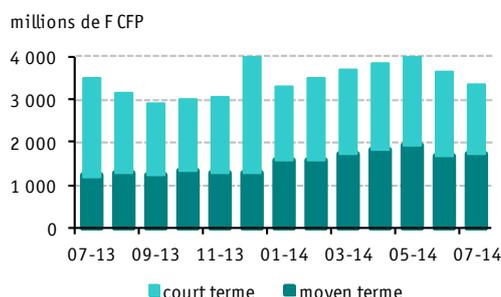
Sur les 3,25 milliards de F CFP alloués par le Pays en 2014 au Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (Séfi), 2,2 milliards de F CFP ont été mobilisés afin de financer de Contrat d'accès à l'emploi (CAE). Au 31 juillet, 1,6 milliard étaient consommés, soit 72,5 % de ce budget. Depuis décembre 2013, 8 800 dossiers ont été instruit et 2 142 personnes ont pu bénéficier de cet emploi aidé. L'enveloppe actuelle est insuffisante pour financer les 2 633 dossiers encore en attente.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul du refinancement en juillet

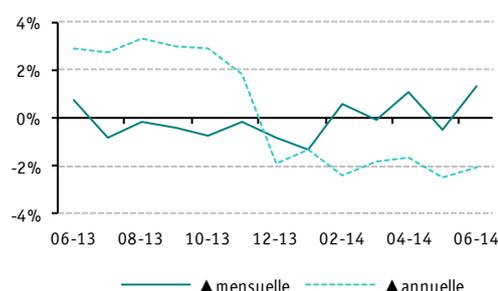
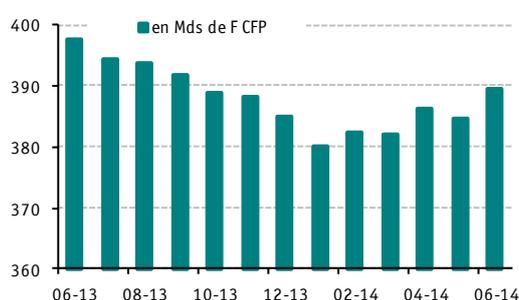
en millions de F CFP	juil-13	juin-14	juil-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 287	1 965	1 642	-16,4%	-28,2%
Utilisations à moyen terme	1 189	1 657	1 719	3,7%	44,5%
Refinancement total	3 477	3 622	3 361	-7,2%	-3,3%



Masse monétaire

Hausse de la circulation fiduciaire sur le mois

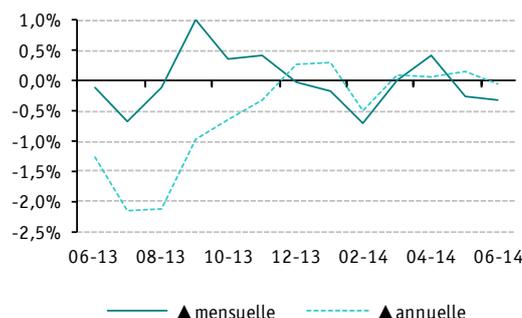
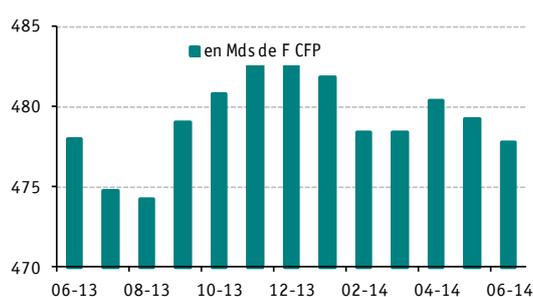
en millions de F CFP	juin-13	mai-14	juin-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 913	12 576	13 174	4,8%	-11,7%
Dépôts à vue	154 624	150 725	151 405	0,5%	-2,1%
Comptes sur livrets	98 341	101 026	101 132	0,1%	2,8%
Comptes d'épargne logement	423	403	400	-0,9%	-5,5%
Dépôts à terme	127 194	118 079	121 643	3,0%	-4,4%
Autres	1 988	1 647	1 660	0,8%	-16,5%
Total M3	397 482	384 457	389 413	1,3%	-2,0%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	juin-13	mai-14	juin-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	122 700	115 301	114 239	-0,9%	-6,9%
Crédits d'équipement	66 124	72 479	72 049	-0,6%	9,0%
Crédits à l'habitat	163 704	166 326	166 419	0,1%	1,7%
Autres crédits	65 697	62 366	61 877	-0,8%	-5,8%
Créances douteuses brutes	59 698	62 763	63 156	0,6%	5,8%
Total Concours de Caractère Bancaire	477 924	479 235	477 741	-0,3%	0,0%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice de prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-14	108,2	108,0	108,1	0,1%	-0,1%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	mai-14	114,7	113,2	113,1	0,0%	-1,4%	
Commerce extérieur							
Exportations civiles (en M F CFP)	juin-14	1 045,8	828,2	807,1	-2,5%	-22,8%	
Importations civiles (en M F CFP)	juin-14	11 758	12 555	12 769	1,7%	8,6%	
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin-14	1 453	2 047	1 995	-2,5%	37,3%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juin-14	101	43	115	ns	13,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juil-14	120	111	182	64,0%	51,7%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-14	469	500	499	-0,2%	6,4%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin-14	1 750	2 024	1 910	-13,5%	9,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin-14	2 537	3 290	3 257	-1,0%	28,4%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juil-14	244	207	278	34,3%	13,9%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-14	2 928	2 781	2 778	-0,1%	-5,1%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin-14	571	438	396	-9,6%	-30,6%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin-14	130	112	163	44,9%	25,4%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	juin-14	23	58	26	ns	12,8%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin-14	126	157	82	ns	ns	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin-14	1	23	31	36,5%	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juin-14	35	38	16	ns	ns	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin-14	69	50	33	ns	ns	
Tourisme							
Nombre de touristes	juin-14	15 120	14 853	14 650	-1,4%	-3,1%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin-14	65,7%	66,8%	60,5%	-6,4 pts	-5,2 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers							
(Encours des banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	juil-14	57 595	58 623	59 460	1,4%	3,2%
	Comptes sur livret	juil-14	92 925	94 753	93 175	-1,7%	0,3%
	Dépôts à terme	juil-14	69 290	67 215	67 826	0,9%	-2,1%
Entreprises							
	Dépôts à vue	juil-14	81 518	76 074	75 030	-1,4%	-8,0%
	Dépôts à terme	juil-14	44 928	49 011	47 833	-2,4%	6,5%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	juil-14	76 813	73 327	73 603	0,4%	-4,2%
	Crédits à l'habitat	juil-14	144 062	148 105	148 267	0,1%	2,9%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	juil-14	40 015	35 030	34 383	-1,8%	-14,1%
	Crédits d'équipement	juil-14	55 742	63 659	63 847	0,3%	14,5%
							(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,15%	11/06/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/07/2014	30/06/2014	Var. M-1
EONIA	0,1770%	0,3360%	- 0,159 pt
EURIBOR 1 mois	0,0980%	0,0990%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2070%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3060%	0,3030%	+ 0,003 pt
EURIBOR 12 mois	0,4890%	0,4880%	+ 0,001 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/07/2014	30/06/2014	Var. M-1
TEMPE	nd	0,0775%	
EURIBOR 1 mois	nd	0,1520%	
EURIBOR 3 mois	nd	0,2410%	
EURIBOR 6 mois	nd	0,3330%	
EURIBOR 12 mois	nd	0,5120%	
TMO	1,7900%	1,9700%	- 0,180 pt
TME	1,5900%	1,7700%	- 0,180 pt
TRBOSP	nd	1,8600%	

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/07/2014	30/06/2014	30/05/2014	31/07/2014	30/06/2014	30/05/2014	31/07/2014	30/06/2014	30/05/2014
taux JJ	0,160%	0,160%	0,130%	0,056%	0,050%	0,056%	0,460%	0,450%	0,440%
3 mois	0,270%	0,290%	0,280%	0,130%	0,133%	0,135%	0,600%	0,580%	0,570%
10 ans emprunts phares	2,580%	2,530%	2,480%	0,540%	0,570%	0,580%	2,630%	2,670%	2,570%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} juillet 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,83%
Prêts à taux fixe	5,11%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,91%
Prêts à taux variable	4,71%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,71%
Prêts-relais	5,27%	Découverts en compte (1)	13,33%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,07%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,35%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,81%	Découverts en compte (1)	13,33%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,79%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,1933	1 NZD/XPF	75,7133	1 HKD/XPF	11,5086	1 GBP/XPF	150,5194	
100 JPY/XPF	86,6859	1 AUD/XPF	82,8923	1 SGD/XPF	71,5375	100 VUV/XPF	93,7925	1 FJD/XPF	47,9668